



Chers usagers de la route, merci de prévoir exactement le montant équivalent à votre redevance afin de faciliter le passage au péage.



Certifié selon le programme JTI et CWA 17493:2019 par BNA - Accrédité par le SOAC selon ISO/IEC 17065:2012.

Site web: www.ecoetfinances.com Prix: 300F cfa

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC



BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Afrique de l'Ouest



20^e FOIRE INTERNATIONALE DE LOMÉ

La CETEF fête ces 40ans aux côtés de YAS TOGO P.4



PROGRAMME IYBA-WE4A

La Fondation Tony Elumelu, l'UE, la GIZ, le BMZ et l'OACPS soutiennent les entreprises vertes au Togo P.2

ÉGYPTE

1 milliard \$ pour transformer le phosphate en produits à haute valeur ajoutée P.6



FOIRE INTERNATIONALE DE LOMÉ

La 20e édition ouvre ses portes sous le signe de l'innovation et de la rétrospective P.3



Faites vos courses en toute facilité!

+228 22 22 19 40 sav@ramco.tg



Programme IYBA-WE4A

La Fondation Tony Elumelu, l'UE, la GIZ, le BMZ et l'OACPS soutiennent les entreprises vertes au Togo

Lomé a accueilli le 21 novembre 2025 un atelier majeur consacré à l'initiative IYBA-WE4A, menée par la Fondation Tony Elumelu en collaboration avec l'Union européenne (UE), l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OACPS), le Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) et la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) à travers son programme WE4D. Cet atelier s'est tenu alors que la nouvelle campagne de candidatures du programme s'ouvre dans huit pays africains, dont le Togo.

Patience SALLAH

L'initiative vise à renforcer l'autonomisation économique des femmes en soutenant la création d'entreprises vertes et durables, dans un contexte national où les femmes togolaises jouent un rôle croissant dans l'entrepreneuriat malgré des défis structurels persistants.

Le Togo a connu ces dernières années des progrès notables dans l'engagement des jeunes et des femmes dans l'entrepreneuriat. En 2024, près de quinze mille nouvelles entreprises ont été créées dans le pays, dont plus de quatre mille par des femmes. Cette croissance reflète un intérêt croissant pour l'innovation et l'autonomisation économique. Toutefois, des obstacles subsistent, notamment un taux élevé de chômage et de sous-emploi chez les jeunes et les femmes. Ce contexte rend les programmes comme IYBA-WE4A particulièrement pertinents.

L'atelier de Lomé a marqué le lancement de la deuxième cohorte du programme. Les participantes sont invitées à soumettre leurs projets dans des secteurs verts ou en transition tels



que l'agriculture durable, l'économie circulaire ou les énergies renouvelables. Le programme est ouvert aux femmes âgées de dix-huit ans et plus, qu'elles dirigent déjà une entreprise de moins de cinq ans ou qu'elles n'aient qu'une idée en cours de développement. Il offre un accompagnement complet, comprenant un capital d'amorçage de cinq mille dollars, des formations en leadership et en gestion, ainsi qu'un accès à un réseau actif d'anciennes participantes.

Le partenariat entre la Fondation Tony Elumelu, l'Union européenne, l'OACPS, le BMZ et la GIZ constitue un modèle de collaboration efficace. La Fondation Tony

Elumelu apporte son expérience dans le soutien à l'entrepreneuriat africain, tandis que la GIZ contribue avec son expertise en matière de transition verte. Ensemble, elles visent à créer des entreprises capables de prospérer tout en promouvant des pratiques respectueuses de l'environnement.

Le Togo présente plusieurs atouts pour accueillir une telle initiative. Le dynamisme entrepreneurial est réel, et les politiques nationales encouragent de plus en plus les jeunes et les femmes à formaliser leurs activités. Cependant, des défis subsistent, notamment l'accès au financement, le manque d'infrastructures adaptées à l'économie verte et les

barrières socioculturelles. L'atelier de Lomé a permis de sensibiliser les participantes à ces enjeux et de proposer des solutions durables.

Les retombées attendues du programme sont importantes. Les nouvelles entreprises vertes peuvent

promouvoir une vision plus inclusive de l'économie. En collaborant avec la GIZ, elle renforce l'impact du programme en y intégrant les enjeux liés à la transition écologique.

L'atelier IYBA-WE4A de Lomé représente ainsi bien plus qu'un simple événement. Il traduit un engagement collectif en faveur de l'entrepreneuriat féminin et du développement d'une économie verte dynamique. Si les participantes parviennent à concrétiser leurs ambitions, ce programme pourrait devenir un moteur clé de la transformation économique au Togo. Il ouvre la voie à un avenir où les femmes togolaises jouent un rôle central dans la croissance durable et où leurs projets se transforment en entreprises solides et porteuses de solutions.

créer des emplois stables et renforcer la résilience environnementale du pays. L'accès au financement et l'accompagnement technique contribuent également à réduire les inégalités économiques entre hommes et femmes. Le programme offre aux jeunes Togolais un véritable tremplin pour transformer leurs idées en projets viables.

La Fondation Tony Elumelu joue un rôle central dans cet écosystème. Depuis plusieurs années, elle soutient des milliers d'entrepreneurs à travers l'Afrique grâce à son modèle de formation et de financement. Son action au Togo contribue à stimuler l'innovation locale et à

Pour rappel, la campagne de candidatures du programme IYBA-WE4A est également ouverte au Cameroun, au Kenya, au Malawi, au Mozambique, au Sénégal, en Tanzanie et en Ouganda sur le site [www.TEFConnect.com] (<http://www.TEFConnect.com>). Le programme vise à autonomiser les entreprises dirigées par des femmes à travers l'Afrique afin qu'elles développent des entreprises durables et respectueuses de l'environnement, favorisant une croissance inclusive et la résilience écologique.

Foire internationale de Lomé

La 20e édition ouvre ses portes sous le signe de l'innovation et de la rétrospective

La 20^e édition de la Foire internationale de Lomé (FIL) a officiellement été inaugurée ce vendredi au Centre togolais des expositions et foires (CETEF). Ce rendez-vous économique incontournable a été lancé par le ministre délégué chargé du Commerce, Kossi Tenou, en présence de nombreuses autorités et opérateurs économiques nationaux et internationaux.

Anissatou AFFO

Placée sous le thème « 40 ans d'histoire, 20 éditions : un regard sur le passé, un cap sur l'avenir », cette édition anniversaire marque une étape importante à la fois pour la FIL et pour le CETEF, dont elle célèbre le 40^e anniversaire. Pour le ministre Kossi Tenou, la FIL dépasse désormais son rôle traditionnel d'espace d'exposition pour devenir un véritable catalyseur d'opportunités favorisant une économie togolaise plus connectée, innovante et inclusive.

« La Foire internationale de Lomé est bien plus qu'une vitrine commerciale ; elle est un carrefour d'échanges et



d'innovations. Elle permet la promotion de nos produits locaux tout en offrant une plateforme d'ouverture vers les marchés internationaux », a souligné le ministre dans son discours d'ouverture.

L'édition 2025 se distingue par plusieurs innovations majeures

destinées à moderniser et optimiser l'expérience des exposants et visiteurs. Selon Alexandre de Souza, directeur général du CETEF, cette année marque l'introduction de la digitalisation complète des services administratifs via la plateforme e-FIL, facilitant les

démarches des participants. Un numéro vert a également été mis en place pour l'assistance en temps réel. Par ailleurs, le nombre de rencontres B2B a été doublé afin de maximiser les échanges commerciaux et partenariats. En parallèle, des événements spéciaux, dont un Black Friday et une « Blue Night », sont programmés pour dynamiser la foire et offrir des moments conviviaux.

Cette 20^e édition accueille avec une forte présence la Chine, pays invité d'honneur, représentée par plus de 30 entreprises évoluant dans des secteurs stratégiques tels que les nouvelles technologies, l'industrie manufacturière et les infrastructures. Cette participation souligne l'importance des échanges économiques et des coopérations entre le Togo et la Chine, partenaires engagés dans la promotion du développement

économique régional.

Avec plus de 1300 exposants répartis sur 90 000 m² d'espace d'exposition, la FIL 2025 s'attend à accueillir environ 700 000 visiteurs durant les deux semaines. Ce grand rendez-vous économique s'impose une fois de plus comme un événement phare pour dynamiser le commerce, renforcer les réseaux d'affaires et impulser de nouvelles perspectives de croissance pour le Togo et ses partenaires.

La Foire internationale de Lomé continue ainsi d'écrire son histoire tout en se projetant résolument vers l'avenir, fidèle à son rôle de levier économique et social pour le pays. Les acteurs économiques, publics comme privés, restent mobilisés pour faire de cette édition un succès retentissant, renforçant la position du Togo sur la carte économique africaine.

Renforcer l'accès à l'électricité

250 000 personnes concernées par un nouveau financement

(TOGODAILYNEWS) – Le Togo continue de convaincre par la cohérence de sa politique et la constance de ses engagements. Cette dynamique, qui place le pays parmi les réformateurs les plus réguliers du secteur en Afrique de l'Ouest, vient une fois encore d'être récompensée par un nouveau financement destiné à renforcer l'accès à l'électricité.

Le pays attire de plus en plus l'attention et surtout la confiance des partenaires. Le récent accord de financement de 62 millions d'euros, soit environ 40,7 milliards de francs, signé lors du Forum Royaume-Uni – Afrique francophone de l'Ouest et du Centre (UK-WCAF IV) les 12 et 13 novembre 2025 à Lomé, en est l'illustration la plus éclatante.

Loin d'être une simple rencontre diplomatique, le forum a servi de vitrine pour une stratégie énergétique structurée, soutenue par un leadership engagé et une feuille de route cohérente. Selon le

président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, les investissements dans le secteur de l'énergie constituent la colonne vertébrale de l'industrialisation nationale. Le dirigeant a d'ailleurs invité les partenaires britanniques à concentrer leurs engagements sur des infrastructures productives, capables d'améliorer la compétitivité du tissu économique local. Une invitation entendue.

Grâce aux 62 millions d'euros injectés par le Royaume-Uni, le Togo va électrifier 312 localités rurales, ce qui représente environ 250 000 personnes. Le projet prévoit

la construction de 1 300 kilomètres de lignes moyenne tension, de 882 kilomètres de lignes basse tension, ainsi que l'installation de 312 postes de transformation.

Cet accord s'inscrit dans un mouvement déjà amorcé. Le gouvernement togolais avait en effet déjà lancé en 2025, par exemple, un projet visant à raccorder 172 localités supplémentaires. L'initiative vise à couvrir environ 35 000 personnes, à produire 9,3 GWh dès la première année d'exploitation, et à créer plus de 600 emplois, directs comme indirects.

Aussi, au fil des échanges au cours du forum, le Togo a présenté une série de projets

structurants qui confirment son cap. Parmi eux figure la construction d'une centrale thermique à cycle combiné de 250 MW, destinée à soutenir durablement la production nationale et à stabiliser les coûts de l'énergie.

Le pays prévoit par ailleurs le développement d'une plateforme de gazéification et de regazéification pour diversifier son mix énergétique, ainsi que l'intensification des solutions de stockage afin de répondre aux exigences croissantes de stabilité et de résilience du réseau.

En 2024, le taux d'électrification a atteint 70 %, soit 2 points de plus qu'en 2023 et 20 points de plus qu'en 2020. Une progression rapide, constante et mesurable, toujours un très bon argument face aux partenaires étrangers. Cette rigueur, cette vision et ces résultats ont largement contribué à convaincre le Royaume-Uni.

Le forum a d'ailleurs été particulièrement fructueux pour l'ensemble des secteurs représentés. Dès la première journée, les partenaires présents ont mobilisé plus de 250 milliards de francs CFA au bénéfice de l'énergie, de l'éducation, de l'agriculture et de la digitalisation, entre autres.

En s'achevant sur cette signature majeure et sur une mobilisation financière exceptionnelle, le UK-WCAF IV aura surtout confirmé une chose : le Togo sait défendre ses projets, argumenter sa vision et convaincre ses partenaires. Avec sa stratégie énergétique, ses initiatives concrètes et une diplomatie économique active, le pays avance clairement vers son objectif : l'accès universel à l'électricité d'ici 2030.

20^e Foire Internationale de Lomé

La CETEF fête ces 40ans aux côtés de YAS TOGO

La 20^e édition de la Foire Internationale de Lomé (FIL) a officiellement ouvert ses portes vendredi dernier, promettant jusqu'au 14 décembre un programme riche en activités variées et adaptées à tous les publics. Cette édition anniversaire qui se tient au cœur de la capitale togolaise met l'accent sur l'innovation, la culture et les échanges économiques, consolidant ainsi la place de la FIL comme rendez-vous incontournable de la région.

Anissatou AFFO

Au menu de cette vingtième édition, les visiteurs profiteront de concerts live, d'animations grand public, de rencontres d'affaires B2B et B2C, d'expositions thématiques, de jeux interactifs et de démonstrations des dernières innovations technologiques. Un véritable carrefour d'opportunités économiques et culturelles qui attire chaque année un public toujours plus large et diversifié.

L'édition 2025 se distingue également par un partenariat fort et symbolique entre le Conseil d'Exploitation et de Transformation des Equipements et Filières

(CETEF), organisateur de la Foire, et Yas-Togo, opérateur de télécommunications devenu partenaire officiel. À cette occasion, Yas-Togo célèbre son premier anniversaire, tandis que le CETEF souffle ses quarante bougies. Cette coïncidence artistique et professionnelle donne lieu à une collaboration renforcée.

Au sein de l'espace « 228 Fiesta », le stand de Yas-Togo invite les visiteurs à découvrir les dernières innovations en matière de connectivité et de digitalisation. Des offres exclusives, des animations immersives et des échanges avec les équipes de l'opérateur sont au programme, pour une expérience conviviale et

enrichissante.

Dans la perspective de la FIL 2025, une nouvelle convention de partenariat a été signée entre le CETEF et Yas-Togo, confirmant la volonté commune d'accélérer la transformation numérique de la Foire. Cette collaboration entend équiper l'événement avec des outils numériques performants et garantir une connectivité optimale aux visiteurs comme aux exposants.

Yas-Togo joue un rôle clé dans cette transition en apportant son expertise en réseaux de télécommunications, digitalisation et communication, pour faire de la Foire un espace interactif et fluide, véritable vitrine des



technologies d'aujourd'hui et de demain.

Dr Alexandre de Souza, Directeur général du CETEF, a souligné l'importance de cette édition dans la stratégie globale de l'événement : « Plus qu'un simple espace d'exposition, la Foire aspire désormais à devenir un véritable hub d'échanges, d'initiatives entrepreneuriales et d'opportunités économiques ». Cette vision est partagée par Yas-Togo, qui voit dans le numérique

un levier essentiel pour promouvoir l'entrepreneuriat durable et une croissance inclusive, en phase avec les priorités nationales.

La 20^e Foire Internationale de Lomé marque ainsi une étape majeure dans l'histoire de cet événement emblématique, conjuguant fête, échanges et innovation pour ouvrir de nouvelles perspectives aux acteurs économiques, culturels et technologiques du Togo et de la sous-région.

TCE 2025

Clap de fin sur les travaux des Directeurs Généraux des loteries nationales du Conseil de l'entente sur une note de satisfaction

La décision majeure reste la désignation du Niger à travers sa loterie nationale pour abriter la 31^{ème} édition de la Tranche Commune Entente (TCE). La 30^{ème} édition de la Tranche Commune Entente a pris fin, marquant ainsi la fin de plusieurs jours de travaux intenses, ponctués d'une visite touristique.

C'est avec une profonde satisfaction et un réel sentiment d'accomplissement que nous présentons nos félicitations aux organisateurs et aux participants a déclaré lors de la cérémonie de clôture ce 28 Novembre 2025 madame Akou Mawussé ADETOU AFIDENYIGBA représentant monsieur le ministre des finances et du budget : « C'est, donc, avec une profonde satisfaction et un réel sentiment d'accomplissement que je prends la parole, une fois encore, au nom de Monsieur le Ministre des Finances et du Budget, pour vous présenter toutes nos félicitations ».

« Comme précisé à l'ouverture de cette semaine d'activités, l'objectif visé

par la Tranche Commune Entente est, non seulement de partager des lots aux gagnants mais aussi d'intensifier l'intégration et la solidarité entre nos populations. Cet objectif trouve parfaitement son aboutissement à travers cette Tranche Commune Entente qui est allée au-delà des lots que remporteront nos chers gagnants, ce soir ».

L'objectif de cette édition était de partager des lots aux gagnants et d'intensifier l'intégration et la solidarité entre nos populations. Cet objectif a été largement atteint, grâce à la collaboration et à la détermination des différentes loteries nationales du Conseil de l'Entente.

Nous tenons à exprimer notre gratitude au Conseil de l'Entente et aux différentes

loteries nationales pour leur participation active à cette édition. Les experts ont brillamment relevé le défi de peaufiner les détails techniques de l'édition 2025, assurant ainsi une organisation parfaite du tirage.

Cette édition a démontré une fois de plus que lorsque nos institutions travaillent ensemble, les résultats sont visibles, tangibles et porteurs de progrès. Nous regardons déjà vers l'avenir avec ambition, déterminés à innover davantage, à renforcer la confiance du public et à moderniser nos outils pour mieux servir nos communautés.

Un avenir plein d'optimisme à entendre madame le Directeur de Cabinet : « Alors que nous refermons les travaux de cette édition, nous regardons déjà vers l'avenir avec ambition. La Tranche Commune Entente poursuivra sa mission, celle d'innover davantage, de renforcer la confiance

du public, de moderniser ses outils et de s'ouvrir à de nouvelles opportunités pour mieux servir nos communautés ».

« J'espère que votre séjour au TOGO, a été agréable et plein de bons moments. Nous souhaitons une bonne chance aux gagnants du tirage de ce soir et espérons que leur séjour au Togo a été agréable et plein de bons moments ».

La fin des travaux a été sanctionné par un communiqué qui prend acte des travaux de construction d'un centre Medico social (CMS) encours au sein de l'université de Kara, localité située à environ 400km de Lomé ; Salue l'initiative du conseil de l'entente relative à l'organisation du concours (jeunes et entrepreneuriat" et (femmes et activités génératrices de revenus' 'AGR'") destiné aux jeunes et femmes entrepreneures du Togo ; permettant de sélectionner 30 projets ; procédé à des échanges d'expériences sur la gestion

du secteur des jeux en ligne, désigne le Niger à travers sa loterie nationale pour abriter la 31^{ème} Edition de la Tranche Commune Entente.

A travers la motion de remerciements, les Directeurs Généraux des loteries nationales des pays membres du Conseil de l'Entente :

Rendent un vibrant hommage à Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE, Président du Conseil pour son engagement constant en faveur du développement économique et social, ainsi que pour son appui indéfectible à l'organisation réussie de la 30^{ème} Edition de la Tranche Commune Entente.

Remercient le gouvernement et le peuple togolais pour l'accueil chaleureux et l'hospitalité légendaire dont ils ont été l'objet durant leur séjour en terre togolaise ;

Remercient respectivement monsieur Essowé Georges BARCOLA, ministre des finances et du budget pour son soutien constant et la présidence de la présente édition de la TCE, puis monsieur ALI IDI, secrétaire exécutif adjoint assurant l'intérim du secrétaire exécutif du conseil de l'entente.



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

vendredi 28 novembre 2025

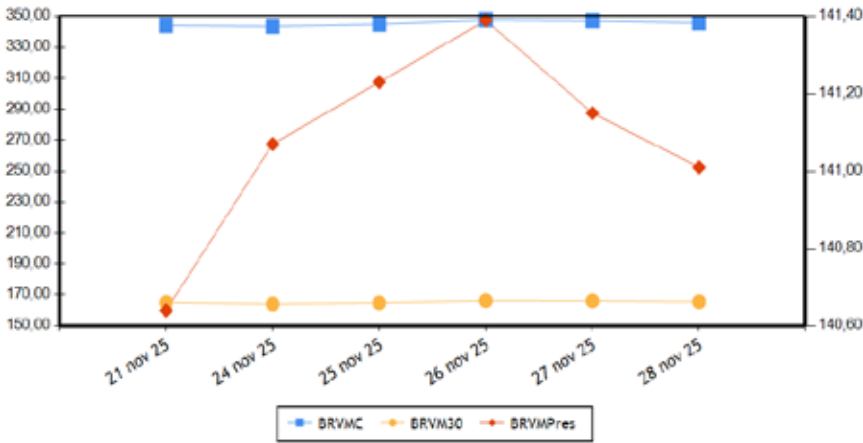
N° 227

BRVM COMPOSITE	345,91
Variation Jour	-0,38 %
Variation annuelle	25,32 %

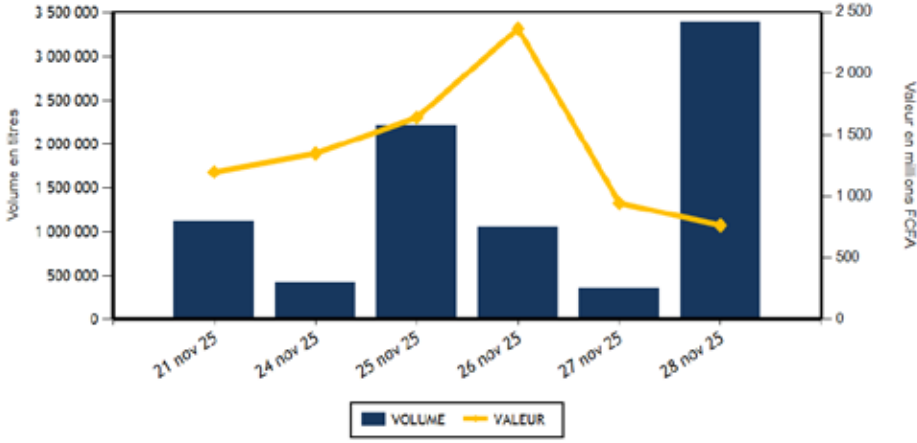
BRVM 30	165,55
Variation Jour	-0,32 %
Variation annuelle	19,32 %

BRVM PRESTIGE	141,01
Variation Jour	-0,10 %
Variation annuelle	22,79 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	13 336 668 363 826	-0,38 %
Volume échangé (Actions & Droits)	3 362 374	913,18 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	557 152 795	-22,55 %
Nombre de titres transigés	44	-4,35 %
Nombre de titres en hausse	20	5,26 %
Nombre de titres en baisse	14	-30,00 %
Nombre de titres inchangés	10	42,86 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 674 284 903 434	0,10 %
Volume échangé	22 024	-4,24 %
Valeur transigée (FCFA)	207 650 008	-9,27 %
Nombre de titres transigés	18	125,00 %
Nombre de titres en hausse	7	250,00 %
Nombre de titres en baisse	3	-25,00 %
Nombre de titres inchangés	8	300,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
FILTISAC CI (FTSC)	2 240	7,43 %	21,08 %
SICABLE CI (CABC)	2 300	4,07 %	121,15 %
TOTALENERGIES MARKETING SN (TTLS)	2 555	3,02 %	11,09 %
SETAO CI (STAC)	1 095	2,82 %	143,33 %
BERNABE CI (BNBC)	1 395	2,20 %	30,99 %

PLUS FORTES BAISSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
ORANGE COTE D'IVOIRE (ORAC)	14 650	-3,62 %	-16,29 %
BICI CI (BICC)	19 500	-3,23 %	39,29 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	905	-2,16 %	20,67 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	1 520	-1,62 %	72,73 %
SOLIBRA CI (SLBC)	27 100	-1,45 %	109,27 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	141,01	-0,10 %	22,79 %	17 406	225 339 700	10,80
BRVM-PRINCIPAL (**)	37	221,08	0,05 %	60,08 %	3 344 968	331 813 095	14,31

INDICES SECTORIELS ANCIENS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE (**)	11	266,59	-0,34 %	127,16 %	26 180	81 457 225	10,23
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	730,96	-1,26 %	-4,32 %	12 093	96 751 525	10,05
BRVM - FINANCES	16	145,23	0,28 %	42,73 %	3 287 559	293 643 385	9,38
BRVM - TRANSPORT	1	359,82	-0,67 %	9,51 %	7 438	10 836 040	3,80
BRVM - AGRICULTURE	5	344,59	0,40 %	74,86 %	13 517	44 215 235	11,27
BRVM - DISTRIBUTION	7	532,37	0,48 %	58,78 %	12 561	24 675 655	53,37
BRVM - AUTRES SECTEURS	2	585,37	0,45 %	-9,87 %	3 026	5 573 730	8,87

INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	95,13	-1,31 %	-4,87 %	9 228	88 587 225	9,90
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	184,48	-0,07 %	84,48 %	19 202	34 293 290	67,14
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	142,73	0,28 %	42,73 %	3 287 559	293 643 385	9,38
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	224,23	-0,28 %	124,23 %	15 491	81 271 035	10,87
BRVM - INDUSTRIELS	6	122,49	1,58 %	22,49 %	23 549	39 137 405	5,25
BRVM - ENERGIE	4	112,84	0,82 %	12,84 %	4 480	12 056 155	14,07
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	111,93	-0,03 %	11,93 %	2 865	8 164 300	9,96

Égypte

1 milliard \$ pour transformer le phosphate en produits à haute valeur ajoutée

(Agence Ecofin) - Alors que l'Égypte occupe le deuxième rang dans le classement mondial des pays abritant les plus importantes réserves de phosphates, le projet permettra au pays d'ajouter une plus grande valeur à ce minerai en fabriquant des engrais et des matériaux utilisés dans la production de batteries électriques.

Le groupe chinois Kunming Chuan Jin Nuo Chemical (CJN) a signé, le jeudi 27 novembre, un accord avec la société égyptienne El Sewedy Industrial Development pour construire un complexe chimique intégré dédié à la fabrication de plusieurs produits phosphatés en Égypte, pour un investissement de 1 milliard de dollars.

Le complexe sera installé sur une superficie de 905 000 m² dans la zone industrielle de Sokhna, située dans la zone économique du canal de Suez (SCZONE), selon des données dévoilées lors de la

cérémonie de signature de l'accord relatif au projet, qui s'est déroulée en présence du Premier ministre égyptien Mostafa Madbouly.

Le projet sera réalisé en trois phases. La première phase devrait débuter en 2026, et son exploitation commerciale est prévue pour 2028. Elle sera axée sur l'augmentation de la valeur ajoutée du minerai de phosphate égyptien, grâce à la production d'acide phosphorique et d'engrais de types phosphate diammonique (DAP) et triple superphosphate (TSP) pour une capacité annuelle de 300 000 tonnes de chaque produit. La deuxième phase, qui



devrait démarrer en 2029 et être opérationnelle d'ici 2031, permettra d'étendre la production du complexe aux produits chimiques phosphatés de haute pureté, notamment l'acide phosphorique purifié (PPA) de qualité industrielle et alimentaire, ainsi que le phosphate monopotassique (MKP). Ces deux produits seront fabriqués pour la première fois au Moyen-Orient.

La troisième phase, qui débutera en 2032 et dont l'exploitation commerciale

est prévue pour 2034, se concentrera sur la production de matériaux énergétiques nouveaux, en particulier ceux utilisés dans la production de batteries pour véhicules électriques. Les principaux produits seront le phosphate de fer lithié (LFP) et le dihydrogénophosphate de lithium.

Un centre de recherche & développement

Le projet comprend par ailleurs la création d'un centre de recherche &

développement spécialisé dans les technologies chimiques à base de phosphate. Prévu pour être lancé en même temps que la première phase, le centre favorisera le transfert de technologies et renforcera les capacités de l'Égypte dans le domaine de la fabrication de produits chimiques à haute valeur ajoutée.

A terme, le complexe chimique doit permettre de créer environ 10 000 emplois directs et indirects. La majeure partie de sa production est destinée à des marchés situés en Asie du Sud, au Moyen-Orient, en Afrique et en Amérique du Sud.

Avec des réserves estimées à 2,8 milliards de tonnes, l'Égypte occupe le deuxième rang dans le classement des pays abritant les plus grandes réserves de phosphate derrière le Maroc, selon des données publiées en mai 2024 par le fournisseur de données World Population Review. Sa production de ce minerai s'élève à plus de 16 millions de tonnes par an.

Gabon

La FAO réaffirme son soutien à la souveraineté alimentaire

Athman Mravili, Coordonnateur du Bureau sous-régional de la FAO pour l'Afrique centrale, a affiché jeudi, lors de son entretien avec Oligui Nguema à Libreville, la détermination de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) d'accompagner le Gabon, qui entend parvenir à l'autosuffisance alimentaire au cours des 10 prochaines années. Les deux parties ont convenu de renforcer leur coopération afin de soutenir la mise en place d'un modèle agricole souverain, performant et durable, au service du développement et du bien-être des populations.

Dans le cadre de son projet de souveraineté alimentaire, le Gabon n'est pas seul. Jeudi 27 novembre 2025, le Coordonnateur du Bureau sous-régional de la FAO pour l'Afrique centrale, Athman Mravili, a réaffirmé l'engagement de son organisation à accompagner pleinement la stratégie nationale de souveraineté alimentaire, considérée comme l'un des piliers majeurs du projet de société de Brice Clotaire Oligui Nguema, qui l'a reçu en audience le même jour, à Libreville.

Parmi les initiatives présidentielles en la matière, il s'est particulièrement réjoui du programme visant à promouvoir la production nationale de poulets de chair, qu'il a qualifié de signal fort pour le redressement agricole et la réduction de la dépendance alimentaire. Dans cette perspective, le fonctionnaire onusien a annoncé le lancement prochain d'un projet pilote dans la province de la Ngounié, destiné à servir de modèle avant une extension progressive aux autres provinces du pays.

Abordant les défis conjoints de la sécurité alimentaire et du changement climatique, le représentant de la FAO a réitéré la disponibilité de son organisation à mobiliser son expertise agricole, alimentaire et climatique afin d'appuyer durablement le Gabon dans la réalisation de ses ambitions nationales.

L'agriculture à la place du pétrole De son côté, rapporte la Communication présidentielle, le chef de l'État a rappelé à son interlocuteur que l'économie gabonaise, longtemps centrée



sur l'exploitation pétrolière, doit désormais s'orienter vers une diversification structurée autour de l'agriculture. Il a insisté sur l'importance de former, encadrer et impliquer la jeunesse pour qu'elle saisisse les opportunités offertes par ce secteur porteur d'emplois et de croissance. Évoquant l'enveloppe de 5 milliards de FCFA mise à la disposition des jeunes désireux d'investir dans l'agriculture, Oligui Nguema a déploré le faible intérêt constaté jusqu'ici, soulignant que la formation et

l'accompagnement demeurent des leviers essentiels pour impulser un véritable essor agricole national.

À l'issue de l'audience, les deux parties ont convenu de renforcer leur coopération afin de soutenir la mise en place d'un modèle agricole souverain, performant et durable, au service du développement et du bien-être des populations gabonaises. Ces articles peuvent aussi vous intéresser

gabonreview.com

Crise en Guinée-Bissau

Faure Gnassingbé désigné médiateur

(TOGODAILYNEWS) - Afin d'examiner la situation en Guinée-Bissau, une session extraordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement, a été organisé le jeudi dernier.

Au cours de cette session, le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, est sollicité pour assurer la médiation dans la résolution de la crise politique survenue après le coup d'État en Guinée-Bissau.

Le Président du Conseil conduira ensemble avec Julius Maada Bio, Président de Sierra Leone et Président en exercice de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO, José Maria Pereira Neves, Président du Cape-Vert, et Bassirou Diomaye Faye, Président du Sénégal, accompagnés du Président de la Commission une mission de médiation dans ce pays.

Le Conseil de médiation et de sécurité (CMS) a exprimé sa profonde préoccupation face à la crise politique en cours, survenue à un moment où le peuple bissau-guinéen a fait preuve de résilience et d'engagement envers la démocratie en participant activement aux élections présidentielles et législatives du 23 novembre 2025.

Le CMS condamne avec la plus grande fermeté le coup d'État perpétré le 26 novembre 2025 et appelle à la restauration immédiate et sans condition de l'ordre constitutionnel. Il rejette toute tentative visant à interrompre illégalement le processus démocratique et à remettre en cause la volonté souveraine du peuple bissau-



guinéen.

« Le CMS exige que les auteurs du coup d'État respectent la volonté du peuple et permettent à la Commission Électorale Nationale de publier les résultats des élections du 23 novembre 2025 », indique le communiqué.

Le CMS demande la

libération immédiate et sans condition de toutes les personnalités détenues, en particulier du président Umaro Sissoco Embaló, des responsables électoraux ainsi que des autres figures politiques.

Conformément aux dispositions du Protocole de la CEDEAO sur la Démocratie

et la Bonne Gouvernance de 2001 (A/SP1/12/01), le CMS a décidé de suspendre la Guinée-Bissau de toutes les instances décisionnelles de la CEDEAO jusqu'au rétablissement complet et effectif de l'ordre constitutionnel.

Jean-Jacques

Kloto/ Droits en Santé Sexuelle et Reproductive

Les OSC outillées pour une meilleure communication communautaire

Kpalimé, 29 nov. (ATOP) - Des acteurs de vingt Organisations de la société civile (OSC) engagées dans la santé reproductive, l'éducation communautaire et le plaidoyer ont bouclé, le vendredi 28 novembre à Kpalimé, trois jours d'atelier de renforcement de leurs capacités en communication communautaire sur les Droits en santé sexuelle et reproductive (DSSR).

L'activité est organisée par Ipas Afrique Francophone en collaboration avec le Réseau des organisations de la société civile intervenant en santé de la reproduction et de la planification familiale (ROSCI SR/PF). Elle a réuni vingt-cinq participants issus d'OSC nationales dans un contexte où persistent la désinformation, les tabous liés à la sexualité, ainsi que des inégalités d'accès aux services de santé reproductive. Ces organisations ont été outillées pour jouer leur rôle dans la diffusion de messages fiables au sein des communautés. Des

outils adaptés pour aborder les thématiques sensibles liées aux droits reproductifs, notamment l'avortement sécurisé, ont été mis à leur disposition.

Les échanges ont porté sur les concepts essentiels des DSSR, l'intégration de l'approche genre et jeunesse, le cadre juridique togolais relatif à la santé de reproduction, les techniques de communication pour un changement de comportement, la gestion des résistances socioculturelles, la clarification des valeurs pour l'action et la transformation ainsi que le suivi des activités communautaires.

Les participants ont élaboré des plans d'actions de communication sur cette thématique à mettre en œuvre dans leur communauté respective.

relevé de nombreux préjugés et influences négatives autour des DSSR. Cet atelier permet d'outiller les OSC afin qu'elles informent au mieux les populations », a-t-il

francophones : « l'engagement des acteurs nationaux est déterminant. Cet atelier reflète notre volonté de collaborer étroitement avec les OSC pour un impact durable ».

Le président du ROSCI SR/PF, Dzotsi Koffi Edem a salué l'amorçage rapide de la collaboration entre ROSCI SR/PF et Ipas Afrique



Selon Kossivi Mawuli Ezoun, point focal Ipas Afrique Francophone au Togo, l'initiative répond à un besoin croissant d'informations fiables au sein des communautés. « Nous avons

indiqué.

La chargée de programme à Ipas Afrique Francophone, Mme Merveille Ayihounton a souligné l'importance de renforcer les capacités des OSC dans les pays

francophone. Il a réaffirmé l'engagement des OSC à poursuivre les efforts de sensibilisation en faveur des droits en santé sexuelle et reproductive au Togo.



-20%

**sur le dédouanement
des véhicules d'occasion**

**prorogé jusqu'au
20 décembre 2025**

Mesure de dépréciation de 20%
sur les valeurs des véhicules
de plus de cinq (05) ans d'âge



8201

**POUR TOUTES
INFORMATIONS**



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg